

CONJONCTURE AGRICOLE

N°2023-2 — MARS 2023

ECONOMIE &
PROSPECTIVE



CHAMBRE
D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE

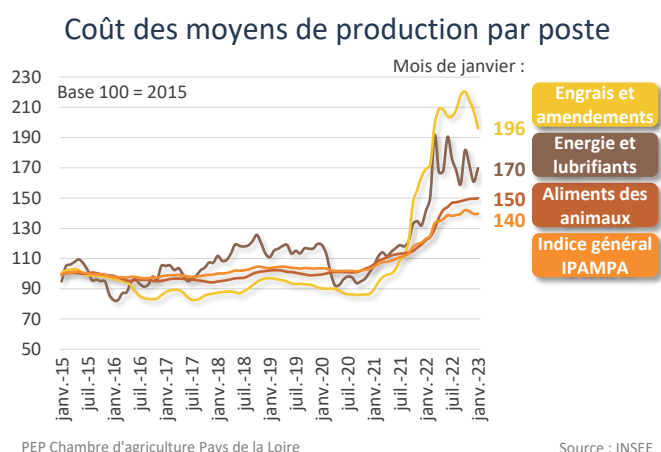
Les productions agricoles ont connu, globalement, une hausse sensible de leur prix de vente en 2022. En ce début d'année 2023, ces hausses se confirment pour certaines filières, des réajustements sont déjà à l'œuvre pour d'autres depuis plusieurs mois. Dans tous les cas de figure, les coûts de production ont considérablement progressé, certains intrants ayant connu une inflation inédite.

Les événements géopolitiques ont fortement soutenu ce contexte inflationniste en 2022. Mais le recul de la production agricole, devenu structurel dans certaines filières régionales, ainsi que les contextes climatiques et sanitaires ont aussi fortement contribué à la tension des marchés agricoles.

Des évolutions différenciées de consommation alimentaire sont toujours à l'œuvre, entre recul et hausse selon les produits. Les produits alimentaires biologiques connaissent par contre une inversion de tendance inédite dans ce contexte inflationniste. La problématique du partage de la valeur ajoutée est par ailleurs toujours d'actualité : malgré des avancées « EGALIM », les négociations commerciales sont toujours très difficiles.



INTRANTS : STABILISATION A DES NIVEAUX TRES ELEVES



En janvier, le prix d'achat des intrants se stabilise après une baisse initiée en fin d'année. Il reste cependant supérieur de près de 15 % par rapport

à janvier 2022 et de l'ordre de 40 % rapport à janvier 2020.

Le prix des engrais et des amendements a connu une forte progression mensuelle entre octobre 2021 et avril 2022, pour repartir à la hausse en août suite à la hausse du prix du gaz et du fret maritime, et des perturbations des échanges d'engrais en provenance de leaders du marché comme la Russie, la Biélorussie et la Chine. Il s'est ensuite replié à partir de novembre-décembre tout en demeurant à un niveau élevé (+20 % par rapport à janvier 2022) car les fondamentaux de marchés demeurent tendus.

Le prix de l'énergie et des lubrifiants oscille entre baisse et reprise depuis quelques mois. Il reste

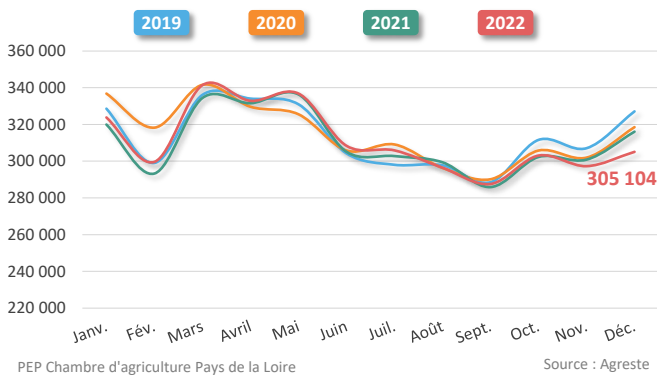
en forte hausse sur un an (+16 %) dans un contexte de contrôle de la production par l'OPEP et de l'embargo progressif de l'UE sur le pétrole russe. La hausse est encore plus marquée pour le gazole non routier (+28 %).

La hausse du prix des aliments pour animaux s'est ralentie depuis novembre dernier, mais demeure 25 % au-dessus du niveau de janvier 2022. Les prix des céréales et des oléagineux bien que réajustés à la baisse depuis l'automne restent à des niveaux élevés.

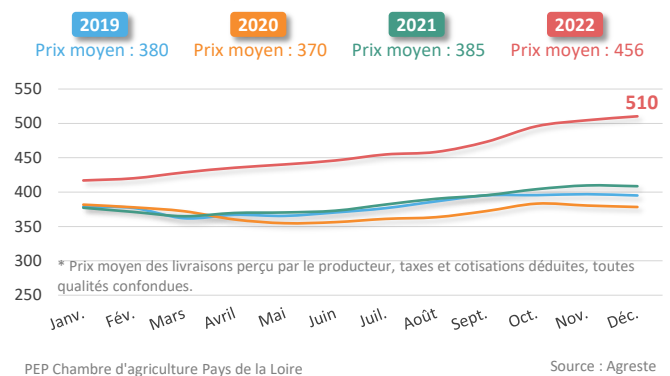


LAIT DE VACHE : LA COLLECTE LIGERIEENNE SE MAINTIEN EN 2022

Evolution mensuelle de la livraison de lait en Pays de la Loire (1 000 L)



Evolution mensuelle du prix* du lait en Pays de la Loire (€/1 000 L)



La reprise de la production laitière européenne, initiée au cours de l'automne dernier, se poursuit en ce début d'année 2023. La France ne s'inscrit pas dans cette dynamique, la collecte laitière française a en effet reculé de 0,8 % en 2022 par rapport à 2021, malgré un rebond à l'automne. Depuis novembre, les collectes mensuelles sont en recul par rapport à 2021, ce repli est toujours à l'œuvre sur le début de l'année 2023. La production laitière subit à la fois le recul du cheptel laitier et les conséquences de la sécheresse de 2022 sur la production et les stocks fourragers avec en toile de fond la poursuite des cessations d'activité laitière.

En Pays de la Loire, les livraisons se sont légèrement confortées à 0,3 %, alors qu'elles reculent en Bretagne (-1,3 %) et en Normandie (-0,3 %). Cependant, elles ont progressé de 5,8 % en lait biologique en raison des conversions en cours, ce malgré les difficultés des marchés des produits laitiers biologiques et accroissent le taux de déclassement du lait biologique. Le cheptel ligérien de vaches laitières a quant à lui reculé de 1 % entre décembre 2021 et 2022.

S'agissant des marchés, la production mondiale de lait demeure dynamique dans l'hémisphère Nord notamment aux Etats-Unis. Les disponibilités en produits industriels échangés sur le marché international progressent face à une demande atone et font pression sur les prix. En France, la demande de produits laitiers de grande consommation a reculé dans le contexte inflationniste de 2022. Toutes les catégories de produits laitiers sont concernées.

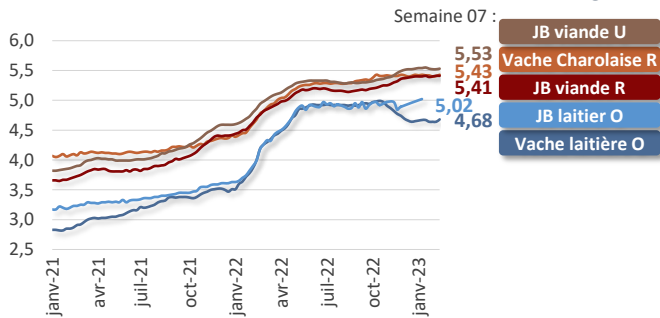
Ces différents replis devraient jouer sur le prix du lait au cours des prochains mois à un rythme et une intensité différente selon les pays. Le prix du lait a sensiblement progressé en France en 2022, mais les coûts de productions se sont eux aussi hissés à un niveau très élevé. En Pays de la Loire, le prix du lait payé au producteur s'est établi en moyenne en 2022 à :

- 456 euros/1 000 litres toutes qualités confondues (510 en décembre),
- 454 euros/1 000 litres en lait conventionnel (509 en décembre),
- 479 euros/1 000 litres en lait biologique (526 en décembre).



VIANDE BOVINE : LE RATIONNEMENT DE L'OFFRE SOUTIENT L'EMBELLIE DES PRIX

Cotations régionales gros bovins
Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (€/kg)

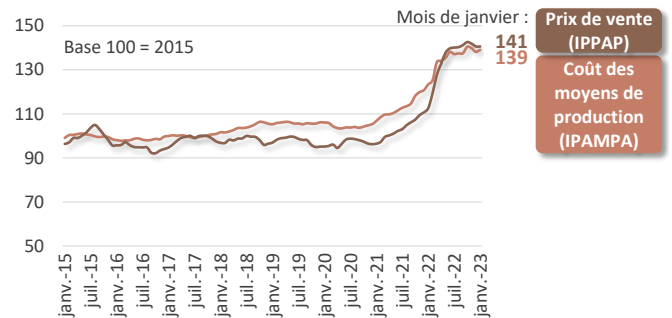


A compter de la semaine 30-2022 : les cotations excluent tous les animaux sous SIQO

PEP Chambre d'agriculture Pays de La Loire

Source : FranceAgriMer

Evolution indicielle du prix de vente gros bovins et du coût des moyens de production en bovins viande



PEP Chambre d'agriculture Pays de La Loire

Sources : IDELE et INSEE

En viande bovine, le contexte général inflationniste combiné à un rationnement de l'offre ont conduit à une augmentation significative des prix. Dans le bassin Grand Ouest sur 2022, cette augmentation spectaculaire s'élève à 20 % pour les jeunes bovins viande U, 23 % pour les vaches charolaises R et 32 % pour les vaches laitières O. Le recul de l'offre s'observe d'abord à l'échelle nationale avec une décapitalisation bovine qui limite le potentiel de production (perte de 4 % d'abattage en 2022). Les Pays de la Loire ne sont pas épargnés par cette dynamique avec une baisse de 2,7 % du cheptel bovin (2,2 % en viande et 3,4 % en lait) en 2022. Cette tendance affecte les sorties boucheries ligériennes en recul sur le deuxième semestre 2022 de 1,6 % pour les mâles de race à viande (12-24 mois), 3,3 % pour les vaches laitières et 4,6 % pour les vaches allaitantes. A l'inverse, on remarque une augmentation des sorties de génisses de race à viande de 5 % qui répond à une demande française croissante sur les animaux jeunes et à une contractualisation importante sur ce marché.

Une autre cause de la pénurie d'offre du côté des jeunes bovins est une Italie et une Pologne qui disposent d'une offre limitée. Du côté des vaches de réforme, le retour saisonnier de l'offre cause une légère dépression sur les prix à partir de fin novembre 2022. Si l'abattage de femelles est en berne chez les Allemands, les îles britanniques augmentent leur rythme d'abattage et d'exportation notamment vers la France.

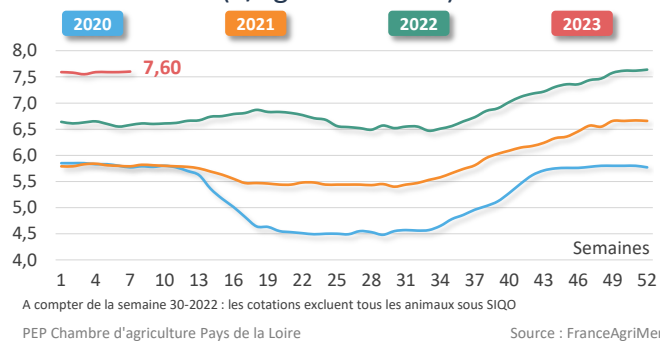
Cependant, cette hausse des prix reste accompagnée par une forte augmentation des coûts à la production provoquée par la reprise post-Covid et la guerre en Ukraine. Un autre point d'attention est l'évolution de la demande. Celle-ci est affectée par une baisse de pouvoir d'achat qui amène les consommateurs européens à des arbitrages dans leur consommation. En France sur 2022, l'inflation sur la viande bovine égalise l'inflation alimentaire générale à 13 %. Pourtant selon l'IRI, les viandes hachées font partie des produits les plus touchés par l'augmentation des prix avec 32 % en surgelé et 25 % en frais. Le prix des viandes hachées a augmenté beaucoup plus vite que le prix du piécé. Toutefois, la consommation française de viande bovine calculée par bilan sur les onze mois de l'année semble résister (+1 % en 2022). Ce n'est pas forcément le cas outre-Rhin où l'inflation alimentaire est encore plus forte. Celle-ci a participé à une érosion de la consommation allemande de 18 % sur le haché et jusqu'à 26 % sur le steak.

La dynamique en veaux de boucherie reste solide avec des prix élevés portés par une pénurie de l'offre. En France, les abattages sont en recul sur la fin d'année 2022 et les premières semaines de 2023. D'abord car l'incertitude sur le coût des matières premières liée à la guerre en Ukraine a engendré une limitation des mises en place. Ensuite car la baisse de pouvoir d'achat des ménages liée à l'inflation limite les perspectives sur ce marché. En effet, le veau reste un produit onéreux plus largement consommé en

restauration hors domicile. Un recul français de 2 % des naissances de veaux laitiers en fin d'année 2022 limite le potentiel d'abattage en ce début d'année 2023.

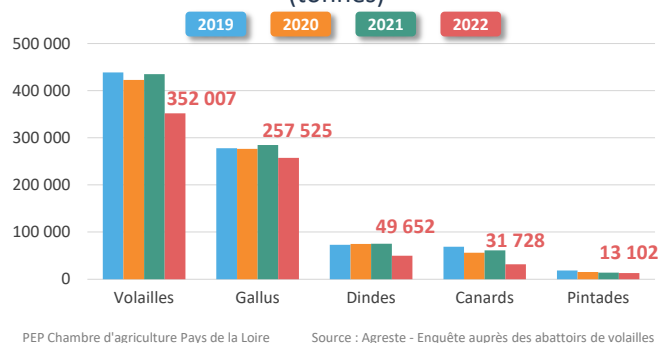
Ce début d'année s'ouvre aussi avec une légère hausse des cotations sur les broutards. La fin d'année 2022 a été particulièrement dynamique sur les exportations. L'Algérie a notamment fortement renforcé ses importations de broutards.

Cotation régionale veaux de boucherie rosé clair, classe O - Entrée abattoir HT - Bassin Grand Nord (€/kg de carcasse)



VOLAILLE DE CHAIR : HAUSSE DES IMPORTATIONS ET ACCALMIE RELATIVE DE L'INFLUENZA AVIAIRE

Abattages de volailles en Pays de la Loire
Cumul janvier à novembre
(tonnes)



La production française de volailles, qui s'élève à 1,36 millions tec de janvier à novembre 2022, diminue (-7,9 % par rapport à 2021, soit trois fois plus que la production européenne). Cette diminution s'observe pour toutes les espèces (poulet, dinde, canard, pintade), même si elle est bien plus marquée pour le canard (-32,3 %) et la dinde (-17,7 %). Même tendance à l'échelle de la région Pays de la Loire, qui totalise toutefois des diminutions des abattages (en poids) plus fortes, notamment pour le poulet (-9,5 % de janvier à novembre 2022), la dinde (-33,8 %) et le canard (-48,2 %). Globalement, les abattages de volailles ont diminué de 20 % dans la région par rapport à 2021 du fait de l'épidémie d'influenza aviaire (IA). Celle-ci a beaucoup sévi sur le territoire, les trois quarts des cas français ayant été recensés dans la région, et notamment en Vendée et Maine-et-Loire.

En parallèle, la consommation française de volaille diminue légèrement en 2022 par rapport à 2021 (-1,7 %), à l'instar de toutes les espèces, à l'exception du poulet (+4 %). Pour le canard, la dinde et la pintade, la consommation a été impactée par la diminution de l'offre, liée à l'IA, combinée à une baisse de pouvoir d'achat causée par l'inflation. Pour le poulet, cette hausse de consommation ne profite pas au poulet origine France.

En effet, les importations françaises de poulet ont progressé de 12 % en volume, passant ainsi de 45 % de la consommation totale en 2021 à 51 % en 2022. Ce sont les importations de poulet en provenance des Pays tiers qui ont sensiblement augmenté, notamment depuis l'Ukraine (+145 %) et le Brésil (+33 %). En parallèle, les exportations françaises de volaille diminuent (-2,8 %), portés par la diminution vers les Pays tiers.

Concernant l'IA, les cheptels reproducteurs de la région pour la filière palmipède ont été à nouveau touchés cet hiver, ce qui laisse présager une pénurie de canetons d'ici plusieurs semaines. Néanmoins, les mesures de dédensification préventives adoptées fin novembre ont permis de diminuer l'incidence du virus en Pays de la Loire, le dernier cas recensé dans la région datant du 18 janvier 2023. Le vaccin est attendu d'ici l'automne 2023 pour un déploiement à grande échelle.



ŒUFS DE CONSOMATION : DES COTATIONS TOUJOURS ELEVÉES ET DES COÛTS DE PRODUCTION EN FORTE HAUSSE

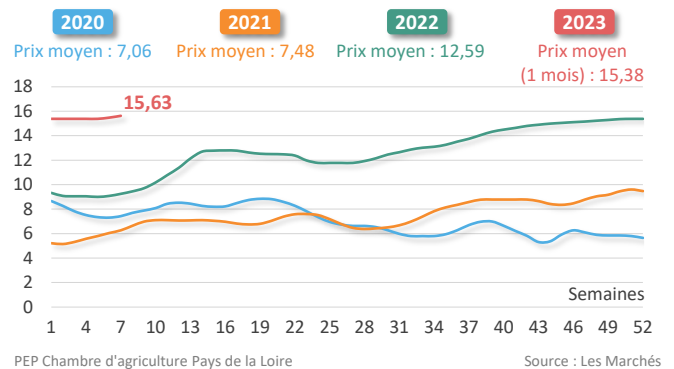
La production nationale d’œufs est estimée par l’ITAVI à 14,4 milliards d’unités en 2022, en diminution de 8 % par rapport à 2021. Cette baisse est directement liée à la crise d’IAHP, qui a touché les Pays de la Loire dès mars 2022. La production pour le premier semestre 2023 est attendue en hausse de 9 % par rapport à 2022, mais toujours inférieure par rapport à 2021 (-0,5 %). Dans ce contexte de moindre disponibilité sur le marché français, les exportations d’œufs coquille diminuent (-39 % sur la période de janvier à novembre 2022) tandis que les importations s’accroissent (+53 % en volume ; +157 % en valeur), principalement depuis la Pologne (+460 % par rapport à 2021).

La consommation d’œufs coquille par les ménages français en 2022 est en très légère hausse par rapport à 2021 (+0,6 %), tous modes d’élevage confondus. Il existe néanmoins des disparités selon les modes d’élevage, avec notamment un repli de la part d’achat d’œufs issus de l’agriculture biologique, conséquence de l’inflation.

Sur le dernier trimestre 2022, la cotation reste très élevée suite à l’augmentation progressive

entamée dès juillet 2022. La tendance semble se poursuivre pour 2023, avec un prix moyen en janvier de 15,38 euros/100 œufs (+69 % par rapport à 2022 ; +189 % par rapport à 2021). Ces cotations élevées masquent cependant une autre réalité, celle de l’explosion des coûts de production sur tous les postes de charges, qui ne sont, à l’exception de l’alimentation animale, pas pris en compte dans le prix des œufs payés aux producteurs. Les producteurs souhaitent obtenir une revalorisation de leurs prix de vente. Les surcoûts liés à l’ovosexage seront répercutés auprès du consommateur.

Cotations des œufs de consommation TNO
Moyenne des calibres G et M (€/100)



VIANDE PORCINE : LE MANQUE D’OFFRE DESEQUILIBRE LE MARCHÉ

L’année 2022 est marquée par la baisse des abattages de porcs en France, comme partout en Europe, conséquence de la poursuite de la décapitalisation du cheptel porcin. L’offre européenne accuse une forte baisse, alors que la demande s’intensifie. Les cours sont soutenus en France et dans les pays européens depuis fin 2022. Face à un marché de l’export peu dynamique (baisse des exportations chinoises de 42 %), une partie des volumes de l’Europe destinés aux Pays tiers est redistribuée sur le marché intra européen.

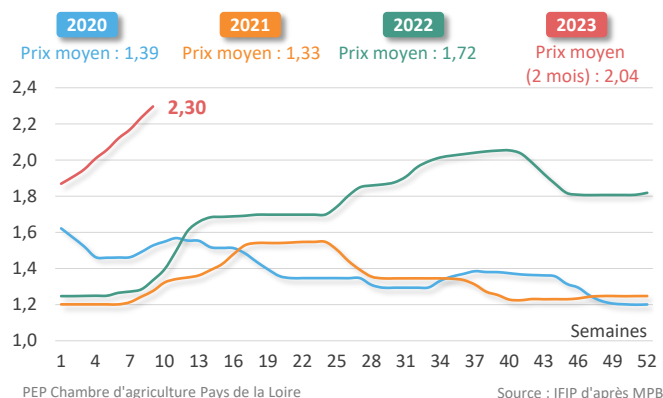
Fin 2022, contrairement à ses pays voisins, le marché était stable en France avec un léger recul de l’offre de l’ordre de 1 %. Les exportations ont

nettement reculé (-8 %/2021), en particulier vers la Chine, alors que les volumes importés ont augmenté (+8 % par rapport à 2021). La consommation s’est ainsi maintenue, mais le taux d’auto-provisionnement est évalué à 100,5 % contre 106,2 % en 2021. Les cours bien que stabilisés en fin d’année sont haussiers. Dans l’ensemble, même si les produits de porcs ont mieux résisté à l’inflation, les achats des ménages sont en repli en 2022. Les consommateurs se dirigent désormais vers les produits MDD.

Les éleveurs de porc ont subi une envolée de leur coût de production avec la flambée des prix des matières premières. En fin d’année, le prix

moyen de l'aliment porcin s'est stabilisé à un niveau élevé. Les prix de vente ne suffisent pas à couvrir les charges fragilisant les élevages.

Cotations du porc cadran breton (€/kg)



En ce début d'année 2023, dans certains pays du nord de l'Europe, les cours s'envolent sous l'effet de l'offre limitée. A l'inverse, avec des marchés suffisamment approvisionnés, les cours

étatsuniens et chinois poursuivent leur chute rendant moins compétitif le porc européen. Des opportunités sont à saisir chez les principaux concurrents à l'export (Etats-Unis, Brésil, Canada). En France, l'offre est toujours baissière (-5 % en cumul sur les 2 mois/2022), mais la demande est présente. Les cours du porc cadran breton ont atteint des records allant jusqu'à 2,30 euros/kg en semaine 9. Néanmoins, les matières premières et les aliments restent très chers et affectent le prix de revient des éleveurs.

Le cours du porc européen pourrait rester soutenu en 2023 dans un contexte très imprévisible en raison du conflit russo-ukrainien et de la menace de la fièvre porcine africaine (FPA). L'incertitude pèse également sur le marché chinois. Une reprise de la demande est envisageable mais les capacités d'exportation de la France apparaissent limitées compte tenu du ralentissement de la production.



LAIT DE CHEVRE : UNE COLLECTE DE LAIT RELATIVEMENT STABLE EN PAYS DE LA LOIRE

La dynamique de la collecte française de lait entamée au premier semestre se confirme pour l'ensemble de l'année 2022. Elle a progressé de 2 % par rapport à 2021 avec 516 millions de litres livrés. En Pays de la Loire, 106 millions de litres ont été livrés (+1 % par rapport à 2021). Le manque de production fourragère lié à la sécheresse de l'été dernier ne semble pas avoir impacté la collecte de lait.

Parallèlement, les importations de produits de report ont augmenté de 1 % par rapport à 2021. Elles restent néanmoins bien inférieures aux années 2019 et 2020. En cause, la hausse de la collecte nationale et la moindre compétitivité de l'origine espagnole, premier fournisseur de la France.

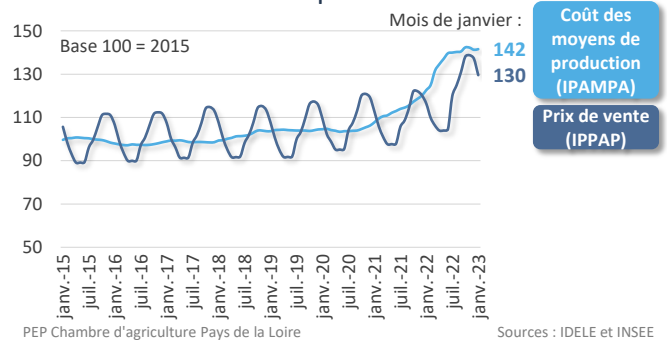
Malgré la dynamique des exportations de fromages de chèvre (+42 % par rapport à 2021), les fabrications totales de fromages fléchissent de 1 % en 2022 par rapport à 2021, avec un recul

en buchettes et en fromages frais (respectivement -2 % et -4 %) et des hausses de 3 % à 10 % pour les autres types de fromage à l'exception des fromages type camembert. Comparativement à 2021, les fabrications de yaourts et lait fermentés, ainsi que les fabrications de laits conditionnés enregistrent également une baisse de l'ordre de 3 % à 12 % en 2022. Le lait de chèvre n'est pas épargné par la moindre attractivité d'achat de produits biologiques observée en France depuis 2021, on peut notamment noter le fort recul de la consommation en magasin spécialisé.

Dans ce contexte d'inflation alimentaire, les Français opèrent un arbitrage dans leurs dépenses d'alimentation. Sous l'effet de ce ralentissement des fabrications et des disponibilités croissantes, les transformateurs ont pu reconstituer leurs stocks de produits de report qui atteint 4 300 tonnes à la fin de l'année 2022, soit +46 % de l'année 2021.

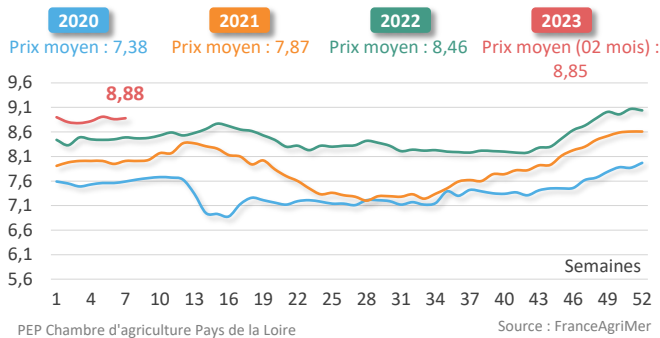
Les prix du lait de chèvre se maintiennent toujours à un niveau élevé, mais les marges se dégradent dans les exploitations. L'année 2022 a en effet été marquée par la hausse importante des charges initiée au deuxième semestre 2020. La hausse des coûts de production (prix de l'aliment acheté et de l'énergie) a été accentuée avec la guerre en Ukraine.

Evolution indicielle du prix de vente du lait de chèvre et du coût des moyens de production en caprins lait



VIANDE OVINE : MALGRE UNE FAIBLE DEMANDE, UN NIVEAU RECORD POUR LE COURS DE L'AGNEAU

Cotation régionale agneaux 3 (couvert), 16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir - Zone Nord (€/kg)



Le niveau de prix de l'agneau français a atteint un niveau élevé en décembre 2022 (9,04 euros/kg en classe U, +5 %/2021). En ce début d'année 2023, il demeure encore bien supérieur aux années précédentes (8,88 euros/kg en classe U en semaine 7). Malgré l'arrivée tardive des agneaux Lacaunes, le cours reste soutenu en raison du repli des abattages et des exportations d'agneaux vifs.

En 2022, la production nationale d'ovins abattus recule de 3 % par rapport à 2021 en dépit d'une hausse de 5 % pour les réformes. Les éleveurs ont décapitalisé leur cheptel suite à la sécheresse de l'été dernier pour faire face au manque de disponibilité fourragère. A cela s'ajoute la hausse des coûts de l'alimentation animale. En ce début

d'année 2023, les abattages resteraient toujours en repli (selon Ovinfos).

Les importations françaises d'agneaux vivants ont baissé de 27 % en 2022 par rapport à 2021, avec notamment une baisse de l'origine espagnole (-17 %) liée en partie à la variole ovine.

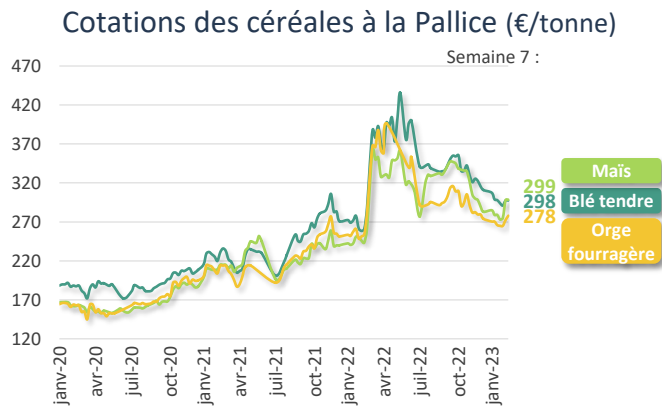
A l'inverse, sur la même période, les importations de viande ovine ont progressé de 8 %. Elles reculent assez sensiblement en provenance de l'Espagne (-17 %) mais sont en hausse chez les principaux pays exportateurs (+6 % en provenance de l'Irlande, +16 % du Royaume-Uni et +28 % de la Nouvelle-Zélande faute de la demande chinoise). Dans un contexte inflationniste où les ménages s'orientent vers des viandes moins onéreuses, la viande importée de l'Irlande et du Royaume-Uni, dont les prix ont reculé face au manque de la demande sur leur territoire, sont plus accessibles.

Sur l'année 2022, la consommation française de viande ovine enregistre une légère amélioration (+2,5 % par rapport à 2021) liée à la reprise des importations tandis que les abattages baissent. La profession s'interroge sur le disponible à venir, l'offre pourrait manquer à Pâques et au Ramadan.



GRANDES CULTURES : UNE GUERRE EN UKRAINE QUI CONTINUE D'AFFECTER LES MARCHES

Céréales : après le pic de prix, entre décrue et incertitude



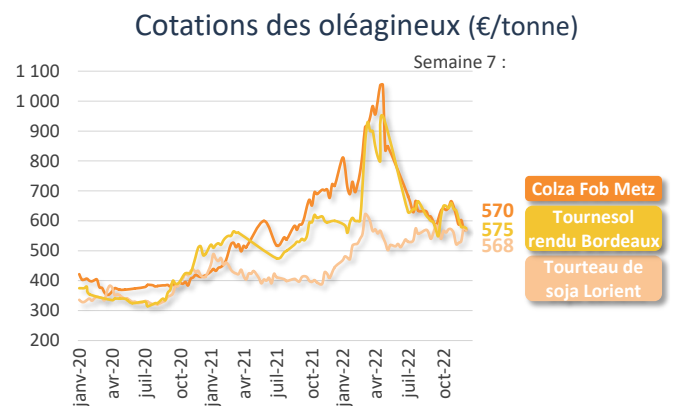
Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

Le pic d'inflation causé par la reprise post-Covid et exacerbé par la guerre en Ukraine semble passé. Dans la continuité de ce qui est observé au deuxième semestre 2022, l'année 2023 commence avec une tendance baissière des prix qui convergent vers leur valeur d'avant-guerre. Cette décrue a d'abord été permise par l'ouverture d'un corridor maritime sécurisé en mer Noire qui permet à l'Ukraine d'écouler son stock de céréales. Avec le rapprochement de la date de reconduction de l'accord Ukraine-Russie sur les exportations de céréales en mars, les marchés font face à une certaine incertitude. La diminution des prix se faisant plus vite que celle du coût des intrants, certains agriculteurs craignent aussi un potentiel effet ciseau sur leur marge.

En blé tendre, la production mondiale reste relativement stable. La baisse de production ukrainienne a notamment été contrebalancée par une année record pour la Russie qui conforte sa place de premier exportateur mondial. Les exportations françaises, elles, ont su se révéler particulièrement compétitives en Afrique du Nord. Pour le blé dur, le repli de la production européenne continue, mais est contrebalancé par des gains en Algérie et en Amérique du Nord qui favorise un léger rebond des disponibilités mondiales. En maïs, les faiblesses de la récolte européenne, américaine et ukrainienne se font

sentir malgré une bonne année au Brésil. Les stocks mondiaux de maïs continuent leur chute et atteignent un niveau particulièrement bas. En Europe, la sécheresse 2022 a pénalisé les rendements et encouragé l'importation. Pour l'orge, on observe une légère augmentation de la production mondiale avec des récoltes 2022 hétérogènes : particulièrement bonnes au Canada et en Russie et en berne en Ukraine et en Argentine.

Oléagineux : une hausse des surfaces qui ne suffit pas à maintenir la production



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

Sur le marché des oléagineux, la tendance baissière semble ralentir. Le colza profite d'une bonne attractivité globale avec une hausse quasi généralisée des surfaces en 2022. Du côté du tournesol, une baisse de 35 % de la production du leader mondial ukrainien est enregistrée à cause de semis et de rendements impactés par la guerre. En Union européenne, la baisse des rendements a entraîné une baisse de la production, malgré une augmentation significative des surfaces. Pour colza comme pour le tournesol en France, la trituration est en hausse. En soja, la production record du Brésil vient accaparer les parts de marché à l'export des Etats-Unis et de l'Argentine qui font face à une baisse de leur production. Avec l'assouplissement des restrictions Covid en Chine, la demande reste incertaine entre l'effet de la flambée des infections et l'éventuelle reprise de la croissance.



VITICULTURE : RECOLTE 2022, UN MILLESIME PRODUIT DANS DES CONDITIONS EPROUVANTES

Le millésime 2022 restera caractérisé par sa grande précocité et les conditions météorologiques extrêmes et éprouvantes pour la profession. Les vendanges ont commencé fin août pour se terminer fin octobre sur le vignoble du Val de Loire. Et à l'instar des autres productions agricoles, le secteur viticole fait face à une hausse très sensible de ses coûts de production dans le contexte d'inflation actuelle. Les données de la dernière récolte ont été affinées au cours de l'hiver à partir des déclarations de récolte.

Dans le vignoble Nantais, le volume récolte en Muscadet s'élève à 252 000 hectolitres, en phase avec les estimations précédentes. Les surfaces récoltées sont estimées à 6 340 hectares, niveau proche de 2021.

Dans le vignoble Anjou-Saumur, la récolte 2022, meilleure que 2021, mais moins bonne que 2020 se situerait aux alentours de 925 000 hectolitres. Les prévisions réalisées avant l'été laissaient espérer un millésime plus généreux, mais la sécheresse estivale a fortement impacté le potentiel de rendement du cabernet franc en particulier.

La récolte de Cabernet d'Anjou s'établirait entre 290 et 295 000 hectolitres, c'est la deuxième plus petite récolte en dix ans, juste devant 2017 et 100 000 hectolitres de moins qu'en 2018. Le Rosé d'Anjou, estimé entre 92 et 97 000 hectolitres, cumule à la fois l'impact d'un rendement plus faible, mais aussi celui du recul des surfaces dédiées : 1 650 hectares contre plus de 2 000 hectares en 2021. Le Crémant de Loire affiche à l'inverse un bon niveau de l'ordre de 190 à 195 000 hectolitres, soit l'une des plus belles récoltes de l'appellation après 2018. Du côté de Saumur, les fines bulles devraient atteindre un volume entre 69 et 72 000 hectolitres qui se situe dans la moyenne. Le Champigny a quant à lui produit 64 000 hectolitres, niveau supérieur à 2021 (60 000 hectolitres), mais 10 000 hectolitres de moins qu'en 2020. En Anjou blanc, la récolte a été bonne avec plus de 25 000 hectolitres et en Anjou Rouge, elle approche 36 000 hectolitres, soit le niveau de 2020. En Coteaux du Layon, la récolte est plutôt faible avec 38 000 hectolitres, situation analogue au Rosé de Loire qui affiche à peine 35 000 hectolitres.



HORTICULTURE ET PEPINIERE : REcul DES VENTES EN 2022

Après une année 2021 exceptionnelle en horticulture et pépinière, le bilan s'avère plus mitigé pour 2022.

En horticulture, si les ventes en potager se sont globalement maintenues, il n'en est rien pour l'ornemental : les ventes au printemps (saison qui concentre habituellement la majeure partie de l'activité de la filière) n'ont pas été très dynamiques. La demande était bien moins présente en Pays de la Loire du fait des restrictions d'arrosage, qui sont apparues très tôt dans l'année. Ceci, combiné à des conditions météorologiques certes clémentes, mais pas exceptionnelles, n'a pas encouragé les particuliers à consommer. De plus, la levée des

restrictions liées au Covid a permis aux Français de voyager à nouveau ; ils ont de ce fait passé moins de temps dans leur jardin. L'activité à l'automne a quant à elle été plutôt normale, ce qui rassure en partie les professionnels de la filière.

En pépinière, l'activité suit également une tendance baissière, mais dans une moindre mesure. La saison forte vient de se terminer et les acteurs de la filière restent confiants, cette baisse de ventes étant inhérente aux productions ligneuses.

Globalement, trois préoccupations majeures se profilent en ce début d'année. Le climat et l'accès

à l'eau d'abord, avec de possibles restrictions d'arrosage pour les particuliers ce qui pourrait encore fragiliser les ventes, mais aussi l'augmentation du coût de l'énergie, particulièrement impactant en horticulture, avec une répercussion très probable sur le prix du produit final. Enfin le contexte inflationniste fragilise le pouvoir d'achat des Français et les

mène à réaliser des arbitrages de consommation en privilégiant les produits jugés essentiels comme l'alimentation.

Néanmoins, ce contexte incertain ne gomme pas la tendance de fond observée depuis quelques années : celle d'un regain d'intérêt des Français pour la verdure.



LEGUMES : UNE OFFRE REDUITE FACE A UNE DEMANDE SOUTENUE

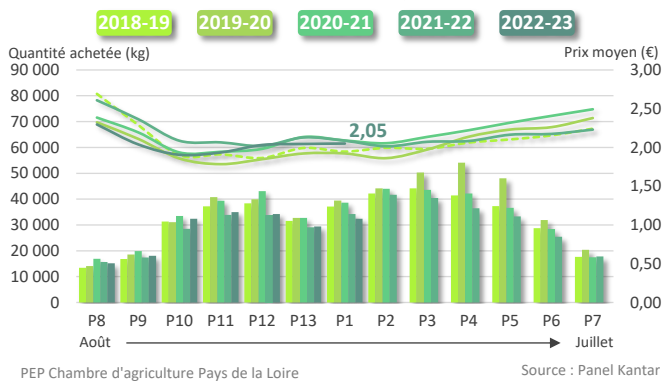
En ce début d'année, le marché des légumes est globalement tendu. Les offres sont limitées, du fait de l'augmentation des coûts de production (notamment de l'énergie) et des aléas climatiques (sécheresse estivale, gel), entraînant une diminution des rendements, et affectant aussi parfois la qualité des produits. En Pays de la Loire, de nombreux producteurs ont aussi fait le choix de diminuer les surfaces de production

du fait des restrictions d'irrigation, notamment pour les productions en cycle court comme la mâche ou le radis. Enfin, les vagues de froid de janvier et février ont retardé le développement végétatif de certaines productions de plein champ ou de serre comme la salade. En parallèle, la demande reste plutôt stable, avec une consommation de légumes frais qui reste constante en France, et ce malgré l'inflation.



ARBORICULTURE : DES MARGES DANGEREUSEMENT INSUFFISANTES

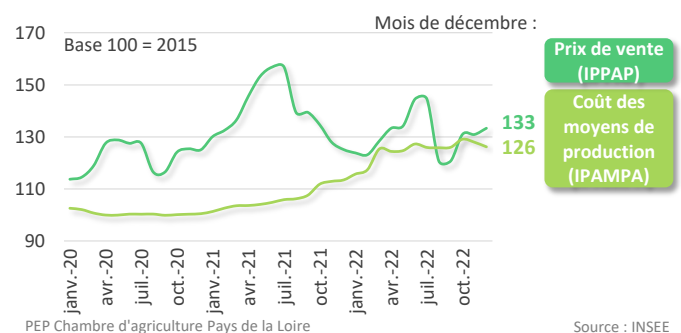
Panel d'achats des ménages en pommes 2018-23, quantités achetées et prix moyens



Malgré une augmentation de la production nationale de pommes de 9 %, la campagne 2022 s'inscrit dans la continuité des deux campagnes précédentes avec une petite récolte. Côté poire, après une récolte 2021 marquée par les aléas climatiques et particulièrement désastreuse, l'année 2022 voit un rebond de la production de 120 %. Dans le même temps, le contexte général inflationniste vient impacter le prix moyen des fruits, mais aussi leur demande. En 2022, les fruits ont été particulièrement boudés par les Français qui font face à une diminution de leur

pouvoir d'achat. Selon le panel Kantar, cela s'est traduit par une baisse de 4 % de la consommation de pommes et de 3 % pour les poires. Selon l'IRI, l'augmentation de prix sur les fruits frais de 6 % reste pourtant largement inférieure à la moyenne des produits alimentaires de 13 %. Le panel Kantar fait même apparaître une diminution du prix d'achat des ménages de 7 % sur les pommes et 1 % sur les poires.

Evolution indicielle du prix de vente des pommes et du coût des moyens de production en arboriculture



Dans ce contexte, le syndicat des producteurs du Maine-et-Loire pointe du doigt une dangereuse

diminution de la marge des arboriculteurs. Par un effet ciseau, l'augmentation des coûts au départ des stations ne se répercute pas suffisamment sur les prix d'achat. L'ANPP mesure une augmentation des coûts de l'ordre de 5 centimes/kg de fruit produit au verger. C'est la conséquence de l'augmentation du prix des intrants et de la main d'œuvre. Il faut y ajouter

une augmentation de 15 centimes/kg des coûts en station, notamment liée à la flambée du prix de l'énergie. Face au manque de trésorerie et aux faibles perspectives de marge, certains arboriculteurs ne peuvent s'engager dans la campagne qui s'ouvre. Dans le territoire, certains se sont même résolus à programmer l'arrachage de certains de leurs vergers.



Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire :

Pierre-Yves AMPROU	Tél. 02 41 18 60 60	Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr
Valentine LE CRAS	Tél. 02 41 18 60 57	Mail : valentine.lecras@pl.chambagri.fr
Clémentine LIBEER	Tél. 02 41 18 60 51	Mail : clementine.libeer@pl.chambagri.fr
Yann MATHIAS	Tél. 02 41 18 60 64	Mail : yann.mathias@pl.chambagri.fr